

**ÉTABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DÉFENSE DE RENNES**

**MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**

**Prestations Intellectuelles (PI)**

**Marché à procédure adaptée (article L.2123-1 du CCP)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.P)**

**VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (AE)**

**Maîtrise d'ouvrage**

**ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Conduite d'opération**

**ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes**

**OBJET DU MARCHÉ**

**CHERBOURG (50) – GSBDD - création d'un BCC 75p**

**Dépollution pyrotechnique - mission de chargé de sécurité pyrotechnique (CSP)**

<b>Montant du marché</b>	<i>Se rapporter à la partie Acte d'engagement du présent document</i>		
<b>Imputation budgétaire</b>	Mission défense		
<b>Mois zéro</b>	Mois de la remise des offres	<b>N° EJ</b>	
<b>Code CPV</b>	45100000-8	<b>Code GM</b>	36.02.06
<b>Numéro de marché</b>	2021 RNS CO1 0017		

## SOMMAIRE

<b>CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 PRESENTATION DU MARCHÉ .....	4
1.1.1 <i>Objet du marché</i> .....	4
1.1.2 <i>Localisation du projet</i> .....	4
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ .....	6
1.2.1 <i>Lots</i> .....	6
1.2.2 <i>Tranches</i> .....	6
<b>ARTICLE 2. EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
2.1. MISSION DE CHARGE DE SECURITE PYROTECHNIQUE .....	6
2.1.1. <i>Phase conception</i> .....	6
2.1.2. <i>Phase réalisation</i> .....	6
2.2. OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE .....	6
2.3. SPECIFICATIONS ET MODALITES DE REMUNERATION DES PRESTATIONS .....	7
2.4. DOCUMENTS FOURNIS .....	7
<b>ARTICLE 3. INTERVENANTS .....</b>	<b>8</b>
3.1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	8
3.2. MAITRE D'OUVRAGE .....	8
3.3. TITULAIRE .....	8
3.4. SOUS-TRAITANCE .....	9
3.4.1. <i>Sous-traitants de rang 1</i> .....	9
3.4.2. <i>Sous-traitants de rang 2 ou suivant</i> .....	9
<b>ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>9</b>
4.1. PIECES PARTICULIERES .....	9
4.2. PIECES GENERALES .....	10
4.3. PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES .....	10
<b>ARTICLE 5. PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE .....</b>	<b>10</b>
5.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	10
5.2. RESTRICTIONS DIVERSES .....	10
5.3. CONTROLE NOMINATIF - CONTROLE DES ACCES .....	10
5.4. CONTROLE DES VEHICULES .....	10
5.5. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	10
<b>ARTICLE 6. DUREE ET MONTANT DU MARCHÉ .....</b>	<b>11</b>
6.1. DUREE DU MARCHÉ .....	11
6.2. MONTANT DU MARCHÉ .....	11
<b>ARTICLE 7. DISPOSITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>11</b>
7.1. FORME DES PRIX .....	11
7.2. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS .....	11
7.3. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE .....	11
7.4. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS .....	11
7.4.1. <i>Mentions obligatoires de la facture</i> .....	11
7.4.2. <i>Transmission de la facture</i> .....	12
7.4.3. <i>Acceptation de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur</i> .....	12
7.4.4. <i>Délais de paiement</i> .....	12
7.4.5. <i>Intérêts moratoires</i> .....	13
7.5. VARIATIONS DE PRIX .....	13
7.5.1. <i>Type de variation des prix</i> .....	13
7.5.2. <i>Mois d'établissement des prix</i> .....	13
7.5.3. <i>Choix des index de référence</i> .....	13

7.5.4.	Modalités de variation des prix.....	13
7.5.5.	Calcul de la variation de prix.....	13
7.6.	AVANCE .....	14
7.7.	ACOMPTE .....	14
<b>ARTICLE 8. PENALITES.....</b>		<b>14</b>
8.1.	RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS A FOURNIR .....	14
8.2.	ABSENCE A UNE REUNION .....	14
8.3.	SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE.....	14
8.4.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	14
8.5.	DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM.....	14
8.5.1.	Présentation du dispositif e-Attestations .....	14
8.5.2.	Documents à produire .....	15
<b>ARTICLE 9. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>		<b>15</b>
<b>ARTICLE 10. OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>		<b>15</b>
10.1.	OPERATIONS DE VERIFICATION .....	15
10.2.	ADMISSION DES PRESTATIONS .....	15
<b>ARTICLE 11. RESILIATION DU MARCHE - CLAUSE D'ARRET D'EXECUTION .....</b>		<b>16</b>
11.1.	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	16
11.2.	RESILIATION .....	16
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>		<b>16</b>
<b>ACTE D'ENGAGEMENT.....</b>		<b>17</b>

## ***CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES***

### **ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES**

#### **1.1 Présentation du marché**

##### **1.1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet d'assurer les missions de chargé de sécurité pyrotechnique, afférentes au chantier de dépollution pyrotechnique entrepris sur l'emprise du futur BCC 75 places sur le cercle Chantereyne sur la commune de Cherbourg (50).

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage met en œuvre, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention mentionnés à l'article L4121-2 du Code du travail ; le principe premier étant d'éviter les risques.

En outre, les articles R733-3 et R733-4 du code de la sécurité intérieure énoncent que « Les biens immobiliers de l'Etat dont le ministère de la défense est l'utilisateur ne peuvent faire l'objet [...] de la délivrance d'un titre d'occupation unilatéral ou contractuel [...] qu'à la condition que le ministère de la défense ait, au préalable, examiné leur situation dans le cadre d'une étude historique et technique destinée à déterminer la présence éventuelle de munitions, mines, pièges, engins et explosifs. Si l'étude historique et technique met en évidence une présomption de pollution pyrotechnique, une analyse quantitative du risque est établie, en fonction de l'usage auquel le terrain est destiné, afin de déterminer si la pollution pyrotechnique présumée nécessite ou non la réalisation d'une opération de dépollution afin d'assurer l'utilisation des terrains concernés sans danger pour la santé, la salubrité et la sécurité publiques. Le cas échéant, si l'analyse quantitative du risque conclut à la nécessité de conduire une opération de dépollution, un diagnostic sans excavation peut être réalisé sur tout ou partie du terrain, afin de localiser les objets pyrotechniques enfouis. »

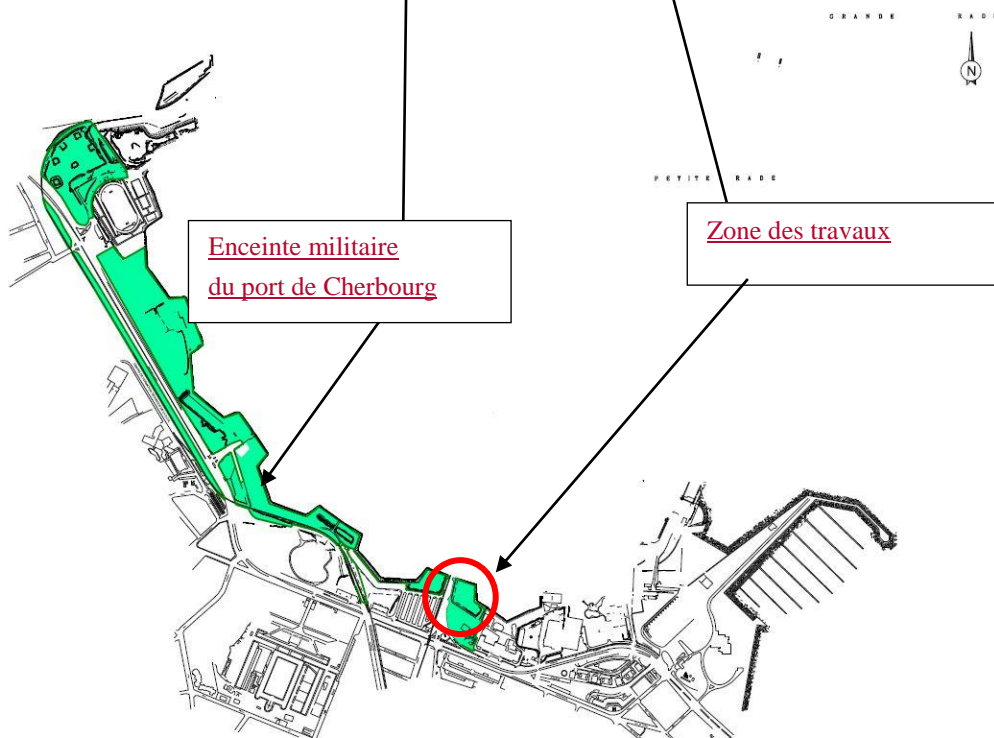
L'analyse du risque pyrotechnique conclut à un besoin en dépollution pyrotechnique. En conséquence, conformément aux textes réglementaires cités ci-dessus, il convient d'entreprendre, préalablement à chaque occupation du domaine par un tiers, dès lors que ce dernier envisage la réalisation de prestations susceptibles de provoquer l'explosion, la combustion ou la décomposition de matières ou d'objets explosifs enfouis : une analyse quantitative du risque, le cas échéant : un diagnostic sommaire préalable, le cas échéant : un chantier de dépollution pyrotechnique.

En application de l'article 4 du décret 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié, le maître d'ouvrage désigne, pour ces chantiers de dépollution pyrotechnique, une personne physique ou morale dénommée "chargé de sécurité pyrotechnique" qui le représente sur le chantier, dans les conditions définies par l'article 13. Le chargé de sécurité pyrotechnique intervient également dans le cadre des diagnostics sommaires préalables entrepris hors chantier de dépollution pyrotechnique pour vérifier à priori et contrôler que les modes opératoires envisagés et exécutés ne sont pas de nature à générer un risque d'exposition à un événement pyrotechnique.

##### **1.1.2 Localisation du projet**

Le site se trouve sur l'immeuble « enceinte militaire du port de Cherbourg », commune de Cherbourg (50).

La surface à dépolluer est d'environ 6 000 m².



## **1.2 Décomposition du marché**

### **1.2.1 Lots**

Sans objet

### **1.2.2 Tranches**

Sans objet

## **ARTICLE 2. EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **2.1. Mission de chargé de sécurité pyrotechnique**

Le chargé de sécurité pyrotechnique représente le maître d'ouvrage sur le chantier de dépollution pyrotechnique, dans les conditions définies par l'article 13 du décret 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié.

#### **2.1.1. Phase conception**

Le chargé de sécurité pyrotechnique ouvre le registre-journal. Il examine les projets d'étude de sécurité, le projet de plan de secours, le projet de consignes et tout document soumis pour avis de la part du titulaire du marché de travaux ou du maître d'ouvrage.

Le chargé de sécurité pyrotechnique participe aux visites d'inspection et à la concertation avec l'établissement d'accueil et les installations et chantiers avoisinants (employeurs et CSPS) qui se trouvent dans les zones d'effets.

#### **2.1.2. Phase réalisation**

Le chargé de sécurité pyrotechnique s'assure, pour le compte du maître d'ouvrage, du respect des règles de sécurité au cours de l'exécution du diagnostic sommaire préalable et du chantier de dépollution pyrotechnique ainsi que du respect de l'application des études de sécurité. Il veille à la coordination des travaux pyrotechniques.

Le chargé de sécurité pyrotechnique s'assure, pour le compte du maître d'ouvrage, que les salariés bénéficient d'un titre de travail et sont à jour pour ce qui concerne leur examen médical périodique et leur vaccin contre le tétanos. Il vérifie en outre que les entreprises sous-traitantes intervenantes sont déclarées.

Le chargé de sécurité pyrotechnique s'assure du niveau des connaissances requises des personnels appelés à intervenir en qualité de responsable de chantier, d'opérateur et d'aide opérateur. Si la situation le nécessite, le chargé de sécurité pyrotechnique demande, aux autorités compétentes mentionnées à l'article R733-1 du code de la sécurité intérieure, de s'assurer du niveau des connaissances requises des personnels appelés à effectuer les opérations pyrotechniques. Le cas échéant, le chargé de sécurité pyrotechnique est présent lors du contrôle.

En cas de constatation mettant en cause gravement la sécurité du personnel, le chargé de sécurité pyrotechnique arrête les opérations et dresse un procès-verbal de ce contrôle qui est adressé au maître d'ouvrage délégué, au responsable de chantier et au chef de l'entreprise titulaire du marché de travaux.

Au cours de l'exécution du chantier, si un fait imprévu survient invalidant l'étude de sécurité, le chargé de sécurité pyrotechnique intervient immédiatement sur site et vérifie que le titulaire du marché de travaux prend les dispositions immédiates permettant d'assurer la sécurité du chantier et en informe sans délai le maître d'ouvrage. Le chargé de sécurité pyrotechnique est chargé, pour le compte du maître d'ouvrage délégué, de rendre compte de la situation à l'inspection du travail compétente et à l'Inspecteur de l'armement pour les poudres et explosifs. Il recueille les éventuels avis et préconisations puis rend compte au maître d'ouvrage.

### **2.2. Obligations de l'opérateur économique**

Le titulaire est disponible et réactif. Il assiste aux réunions organisées par le maître d'ouvrage et se rend disponible pour toutes les démarches auprès de l'établissement d'accueil (formations spécifiques, modalités d'accès, vérification des informations

afférentes aux installations et chantiers avoisinants situés dans les zones d'effets, visite d'inspection de prévention préalable, etc.). Le titulaire se rend disponible pour toutes les démarches visant à organiser in-situ les mesures de restriction (reconnaissance, marquage des périmètres de sécurité...). Il se rend également disponible pour toutes les actions de communication (réunion publique, réunion interne organisée par l'établissement, accueil d'autorités...).

Le titulaire tient compte des obligations contractuelles du titulaire du marché de travaux. En particulier, il prend en compte l'ensemble des dispositions prescrites dans le cahier des clauses techniques particulières afférent.

Le titulaire rend compte de toute difficulté et de tout événement imprévu.

### 2.3. Spécifications et modalités de rémunération des prestations

PRESTATIONS	OBSERVATIONS
Prestations d'étude et d'élaboration des documents	<p>Le titulaire élabore, adapte et met à jour les plans généraux de coordination et les registre-journaux.</p> <p>Le titulaire examine notamment les projets d'étude de sécurité, les projets d'analyse de sécurité du travail, les projets de "solution globale", les projets de PPSPS, les projets de plan de secours, les projets de consigne générale de sécurité, les projets de consignes relatives à chaque famille de produits, les projets de consignes particulières à chaque emplacement ou poste de travail, les projets de consignes particulières relatives aux risques liés aux éventuelles interférences ou à l'utilisation des voies d'accès, les projets de rapport de diagnostic sommaire préalable et complémentaire, les projets de rapports d'inertage/dénaturation et les dossiers des ouvrages exécutés.</p>
Prestations d'étude et d'élaboration des documents	<p>Chaque examen de document donne lieu à un procès-verbal PDF daté et signé, transmis par mail au maître d'ouvrage, et à une consignation dans le registre journal. Le délai de transmission est d'une semaine pour les études de sécurité et de trois jours pour tous les autres documents.</p> <p>En fin d'opérations, le titulaire remet les registre-journaux PDF sur 1 clé USB.</p> <p>Mode de rémunération :</p> <p>Phase conception, au forfait</p> <p>Phase réalisation, au forfait</p> <p>Elaboration et mise à jour du registre journal, à la phase</p>
Prestations sur site	<p>Le titulaire participe, avec le titulaire du marché de travaux, à la concertation avec l'établissement et les installations et chantiers avoisinants (employeurs et CSPS) qui se trouvent dans les zones d'effets. Suite à cette concertation, il rédige les projets de note d'organisation et prescrit l'amendement du projet d'étude de sécurité ou la modification de l'étude de sécurité. Cette concertation est l'objet des réunions de consultation et de coordination décrites dans le marché de travaux. Le titulaire participe également aux réunions préliminaires et de préparation avec le maître d'ouvrage et le cas échéant, aux réunions publiques ou d'information.</p> <p>Le titulaire intervient une fois par semaine en phase chantier (diagnostic, dépollution, inertage/dénaturation). Chaque visite et réunion donne lieu à un procès-verbal PDF daté et signé, transmis par mail au maître d'ouvrage, et à une consignation dans le registre journal. Le délai de transmission est de trois jours.</p> <p>Mode de rémunération :</p> <p>Réunion ou visite, à l'unité</p>

### 2.4. Documents fournis

Le maître d'ouvrage transmettra au titulaire du marché tout document jugé utile à l'opérateur économique.

Le titulaire s'adressera à Mme Inès PADILLA pour connaître les modalités d'accès à ces documents :  
Téléphone : 02 23 35 24 34



Adresse mail : [ines.padilla@intradef.gouv.fr](mailto:ines.padilla@intradef.gouv.fr)

## ARTICLE 3. INTERVENANTS

### 3.1. Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est **monsieur l'Ingénieur Général de 2<sup>ème</sup> classe Thierry TROUBAT**, Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes.

Pour cette opération, ce pouvoir est délégué à **monsieur l'Ingénieur en chef de 2<sup>ème</sup> classe Eric BRAY**, Chef du Pôle de Conduite des Opérations de Rennes.

### 3.2. Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Etat - Ministère des Armées – Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID) de RENNES.

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conducteur d'opérations est assurée par le Pôle conduite des opérations de Rennes.

L'interlocuteur privilégié est :

**Madame Inès PADILLA**

ESID de Rennes

Pôle de Conduite des Opérations de Rennes

Quartier Margueritte – BP14 – 35998 RENNES Cedex 9.

Tél : 02 23 35 24 34

Mail : [ines.padilla@intradef.gouv.fr](mailto:ines.padilla@intradef.gouv.fr)

Le conducteur d'opérations est l'unique interlocuteur du titulaire.

### 3.3. Titulaire

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne la ou les personne(s) physique(s) qui réaliseront les prestations. L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la ou des personne(s) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite, leur remplacement éventuel sera soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par le pouvoir adjudicateur de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique, dont la date d'envoi fait foi, et par LRAR dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le pouvoir adjudicateur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

Le titulaire est tenu, par ailleurs, de communiquer immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- aux groupements auxquels il participe lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

S'il ne respecte pas cette obligation, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts, frais et risques.



### 3.4. Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

#### 3.4.1. Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- un extrait Kbis,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
  - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites [www.qualibat.com](http://www.qualibat.com) et/ou [www.qualifelec.fr](http://www.qualifelec.fr)) ou équivalent,
  - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

#### 3.4.2. Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant doit fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- un extrait Kbis,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
  - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites [www.qualibat.com](http://www.qualibat.com) et/ou [www.qualifelec.fr](http://www.qualifelec.fr)) ou équivalent,
  - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

## ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### 4.1. Pièces particulières

- Lettre de notification, présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCP valant AE) et ses annexes éventuelles
- état des prix forfaitaires (EPF)
- les actes spéciaux de sous-traitance
- l'offre technique du titulaire

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du R.P.A font seuls foi.  
En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut.

#### **4.2. Pièces générales**

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par arrêté du 16 septembre 2009, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini au présent CCP.

#### **4.3. Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances**

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/PI, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

### **ARTICLE 5. PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE**

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/PI.

#### **5.1. Obligation de confidentialité**

Le titulaire détient les informations se rapportant à l'opération à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'informations portant sur les études et travaux concernés.

Pour tout manquement aux obligations de confidentialité, le marché peut être résilié aux frais et risques du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

#### **5.2. Restrictions diverses**

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

#### **5.3. Contrôle nominatif - Contrôle des accès**

Le site concerné par les travaux sont des enceintes militaires d'accès libre.  
Aucune demande d'autorisation d'accès n'est requise dans le cadre des travaux.

#### **5.4. Contrôle des véhicules**

Le titulaire est informé que les véhicules pourront faire l'objet d'un contrôle et d'une fouille.

#### **5.5. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Préalablement à l'intervention, le titulaire devra participer à l'élaboration d'un plan de prévention avec le chargé de prévention du site.

L'inspection du travail dans les armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière d'hygiène et de sécurité au travail.

## **ARTICLE 6. DUREE ET MONTANT DU MARCHE**

### **6.1. Durée du marché**

Le délai de validité du marché court pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

A titre indicatif, le marché débutera au cours du 1er trimestre 2021.

### **6.2. Montant du marché**

Se référer à l'acte d'engagement ci-dessous.

## **ARTICLE 7. DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **7.1. Forme des prix**

Le marché comprend des prestations à montant forfaitaire.

### **7.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations**

Par dérogation à l'article 10.1.3 du C.C.AG. /P.I., les prix du marché sont établis hors T.V.A. Ils sont réputés complets. Ils comprennent notamment :

- les déplacements, vacations, frais divers (secrétariat, reproduction, diffusion, etc.) ;
- les sujétions que sont susceptibles d'entraîner les mouvements du personnel et du matériel de la défense à travers ses installations d'une part et, d'autre part, les activités propres à la défense ;
- les frais découlant de la prise en compte de la réalisation simultanée possible sur le site d'autres travaux ou prestations, du maintien opérationnel des ouvrages et installations et du risque d'interférence avec les activités d'exploitation sur le site ;
- Nota : Le candidat devra prendre en compte dans son offre, tous les coûts et prestations nécessaires à l'accomplissement complet de la mission et notamment les éventuels coûts de location de matériels divers.

### **7.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes, des règlements partiels définitifs et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

### **7.4. Modalités de règlement des prestations**

#### **7.4.1. Mentions obligatoires de la facture**

La demande de paiement précise :

- la date de la demande de paiement

- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ)
- le **code du Service Exécutant (code SE) suivant** : **D10711K035**
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché
  - o hors TVA
  - o et TTC, en les distinguant, le cas échéant, le taux applicable
- le cas échéant, le montant des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/PI
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant (HT et TTC) des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, pour chaque sous-traitant, la nature et le montant (HT et TTC) des prestations exécutées par le sous-traitant et le cas échéant le montant (HT et TTC) des variations de prix
- pour chaque fournisseur (titulaire, co-traitant, sous-traitant) : le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN est indiqué.

#### 7.4.2. Transmission de la facture

Dans le cadre de la modernisation de l'Etat et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, l'ESID de Rennes a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes**.

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

La dématérialisation des demandes de paiement est obligatoire depuis 2017.

#### 7.4.3. Acceptation de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur établit le constat de service fait partiel (constat de service fait total à la clôture financière du marché), en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant du pouvoir adjudicateur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits

ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

#### 7.4.4. Délais de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours. Ce délai court à compter de la date de réception des factures ou à compter de la date de constatation de la conformité des prestations réalisées si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

– Suspension du délai global de paiement :

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le représentant du pouvoir adjudicateur peut suspendre de délai global de paiement.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception ; cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours.

#### 7.4.5. Intérêts moratoires

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013.

### 7.5. Variations de prix

#### 7.5.1. Type de variation des prix

Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

#### 7.5.2. Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

#### 7.5.3. Choix des index de référence

L'index de référence (I), choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché, est :

Index	Intitulé de l'index
ING	Ingénierie – base 2010

Les index sont publiés sur les sites suivant : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/ar/453.html> et <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

#### 7.5.4. Modalités de variation des prix

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule :  $C_n = I_{d-3} / I_0$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_{d-3}$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché concerné sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

#### 7.5.5. Calcul de la variation de prix

Le titulaire doit présenter un état liquidatif de la variation de prix mentionnant les éléments suivants :

- le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
- le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
- le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
- le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

En l'absence d'état liquidatif présenté par le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de calculer lui-même ou non les variations de prix.

## **7.6. Avance**

Une avance de 5 % est versée au titulaire à la notification du marché, dans les conditions de l'article R2191-3 du code de la commande publique.

## **7.7. Acomptes**

Le règlement des honoraires est réalisé sous forme d'acomptes faisant l'objet d'une facture établie par le titulaire.

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde.

# **ARTICLE 8. PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, les pénalités sont calculées comme suit, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

## **8.1. Retard dans la remise des documents à fournir**

En cas de retard dans la remise de tout document demandé par le maître d'ouvrage, une pénalité journalière est opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 100 € H.T par jour calendaire de retard.

## **8.2. Absence à une réunion**

Toute absence non justifiée à une réunion programmée fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 150 €, tant au cours de la phase de conception qu'à la réalisation des travaux.

## **8.3. Sous-traitance non déclarée**

Le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable.

## **8.4. Lutte contre le travail dissimulé**

En application de l'article L.8222.6 du Code du travail, après mise en demeure notifiée au titulaire de corriger sa situation irrégulière constatée par un agent de contrôle au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, et à défaut de correction des irrégularités dans le délai réglementaire, des pénalités peuvent être appliquées.

## **8.5. Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com**

### **8.5.1. Présentation du dispositif e-Attestations**

Le pouvoir adjudicateur s'est doté de la plateforme sécurisée e-Attestations qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, etc.

Aussi le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

### 8.5.2. Documents à produire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses **entreprises sous-traitantes**, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

**En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG/PI.**

## ARTICLE 9. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'option B de l'article 25 du CCAG/PI : cession de droits d'utilisation sur les résultats.

Les droits sont cédés pour le monde entier et pour la durée légale de protection du droit d'auteur, tel que prévu par le droit français et les conventions internationales. Ils comprennent les droits de reproduction et de représentation.

La réception entérine de droit le transfert de propriété.

## ARTICLE 10. OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

### 10.1. Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 26.5 du CCAG/PI, le titulaire peut être convoqué en vue d'assister aux opérations de vérification.

### 10.2. Admission des prestations

Le titulaire avise le représentant du pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations sont présentées en vue des OPR. La réception ne peut intervenir qu'après **remise complète des documents** qui s'y rapportent. La réception du marché ne sera prononcée par le conducteur d'opérations que si :



- l'ensemble des prestations a bien été réalisé et ne fait l'objet d'aucune réserve ;
- la facturation est conforme au devis.

La réception fait l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service.

Toute demande de paiement reçue avant achèvement de la totalité des prestations sera déclarée irrecevable.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

## ARTICLE 11. RESILIATION DU MARCHE - CLAUSE D'ARRET D'EXECUTION

### 11.1. Arrêt de l'exécution des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des parties techniques définies au présent CCP.

La non-exécution des parties techniques ne donne dans ce cadre droit à aucune indemnité compensatoire.

L'arrêt de l'exécution de l'étude entraîne la résiliation du marché dans les conditions des articles 31.3 et 34 du CCAG/PI.

### 11.2. Résiliation

Le marché sera résilié dans les cas suivants :

- En cas de manquement à l'obligation de confidentialité ;
- En cas de non renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du prestataire portant sur les domaines concernés par le présent marché ;
- En cas d'appel d'offres des marchés de travaux déclarés sans suite ;
- En cas de résiliation des marchés de travaux ;
- Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire par dérogation à l'article 9 du CCAG/PI.

## ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du présent document	Article du C.C.A.G.-PI
3.4	3.6.2
4	4.1
4.3	4.2
7.2	10.1.3
7.4.3	11.7
7.5.4	14
8	14
10.1	26.5
11.2	9

**ACTE D'ENGAGEMENT**

Je soussigné (nous soussignés), ..... [nom, prénom, fonction]

Agissant

■ en mon nom personnel <sup>1</sup> .....

■ au nom et pour le compte de la société <sup>2</sup> : .....

.....

.....

.....

[raison sociale et adresse]

N° de téléphone : .....

Immatriculée à l'INSEE :

- N° SIRET : .....

- N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés : .....

- N° intracommunautaire : .....

- N° code A.P.E. : .....

- N° code N.A.F. : .....

- Courriel : .....

- P.M.E. : **oui** ou **non**

**NOTA : JOINDRE UN RIB OU UN RIP**

Après avoir pris connaissance du présent dossier et des documents qui y sont mentionnés :

M'ENGAGE (nous ENGAGEONS) sans réserve, à exécuter les prestations ci avant au prix de :

.....euros H.T. (en chiffres), soit .....

..... (en toutes lettres)

soit : .....euros **T.T.C.** (en chiffres).

**Décomposé comme suit :**

- **Partie forfaitaire :**

.....euros H.T. (en chiffres), soit .....

..... (en toutes lettres)

<sup>1</sup> Rayer la mention inutile

<sup>2</sup> Rayer la mention inutile

soit : .....euros **T.T.C.** (en chiffres).

**- Partie unitaire :**

.....euros H.T. (en chiffres), soit .....

..... (en toutes lettres)

soit : .....euros **T.T.C.** (en chiffres).

.....euros H.T. (en chiffres), soit .....

..... (en toutes lettres)

soit : .....euros **T.T.C.** (en chiffres).

**Avance (article R. 2191-3 du code de la commande publique)**

..... renonce au bénéfice de l'avance

☐ non

☐ oui

Le **délai de validité des offres est de 120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par les modalités de la consultation.

**Je (nous) déclare (déclarons) sur l'honneur, en application de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics :**

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

**Je (nous) m'engage (nous engageons) à faire réaliser la mission par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin.**

Fait en un seul original

A ....., le .....

Mention "Lu et approuvé"

Cachet(s) et signature(s) du(des) cocontractant(s) habilité(s) à engager la société

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Rennes, le .....

**Le représentant du pouvoir adjudicateur**

Notification électronique<sup>3</sup> le .....

---

<sup>3</sup> Joindre l'accusé de réception électronique au fichier informatique relatif à l'acte d'engagement.